

de l'eau pour les gens et la nature

Une tribune sur la conservation et les droits de la personne, du 5 au 8 juillet 2001

rapport final



The
Council
of Canadians



Le
Conseil
des Canadiens

w a t e r f o r p e o p l e a n d n a t u r e

d e l ' e a u p o u r l e s g e n s e t l a n a t u r e

a g u a p a r a e l p u e b l o y p a r a l a n a t u r a l e z a



Kimy Pernia Domico,
Quebec City, April, 2000.
Indigenous Rights Workshop

Dédicace

La conférence « De l'eau pour les êtres humains et pour la nature : tribune sur les droits de la personne et la conservation » est dédiée à Kimy Pernia Domico. Kimy avait été invité à prendre la parole lors de cette conférence, mais a disparu le 2 juin 2001, victime d'un enlèvement dans sa Colombie natale. Kimy s'est battu sans relâche pour les droits de son peuple et pour les droits des peuples indigènes partout dans le monde, contribuant ainsi à affermir notre dignité à tous.



de l'eau pour les gens et la nature

Une tribune sur la conservation et les droits de la personne, du 5 au 8 juillet 2001

table des matières



introduction.....	4
compte-rendu de la conférence.....	5
traité.....	8
les peuples autochtone et l'eau.....	9
déclaration des peuples autochtones à propos de l'eau.....	10
les ateliers.....	12
les jeunes s'organisent pour changer les choses.....	12
la lutte contre la privatisation.....	13
comment soutenir une lutte mondiale.....	14
le pouvoir de l'eau.....	15
la banque mondiale et la privatisation de l'eau : des luttes un peu partout dans le monde.....	16
programme final.....	17
ressources.....	20

introduction

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, différents événements – de la Conférence sur l'environnement tenue à Dublin en 1992 jusqu'aux réunions de l'UNESCO à Paris en 1998 – ont pointé vers la commodification et la privatisation de l'eau dans le monde comme étant la seule solution à la durabilité écologique et à l'accès universel. En dépit de l'accumulation de preuves contraires, et poussée par les multinationales de l'eau et les organisations comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, la demande visant à remettre la ressource la plus précieuse de la terre entre les mains des sociétés et du marché mondial s'est poursuivie pratiquement sans perdre d'intensité.

Ce n'est qu'après la Deuxième tribune mondiale sur l'eau, tenue à La Haye en mars 2000, qu'est devenue évidente la contradiction existant entre l'exploitation de l'eau par les sociétés d'une part, et la durabilité écologique et les droits de la personne d'autre part. C'est alors que deux événements sont survenus : au moment même où les promesses de privatisation se sont avérées vides de signification, les nombreux groupes qui, partout dans le monde, luttaient pour empêcher les sociétés de prendre le contrôle de l'eau, ont commencé à se percevoir comme une force capable de stopper l'impulsion vers la privatisation.

De nombreux militants partout dans le monde, ont commencé à se dire que ce dont ils avaient besoin, c'était la possibilité de se joindre aux autres militants et aux experts, dans une tribune où ils pourraient consacrer leur temps et leurs efforts à échanger de l'information et des stratégies pour mieux lutter contre l'impact de la globalisation de l'eau. Cette idée toute simple a donné naissance à la conférence « De l'eau pour l'être humain et pour la nature : tribune sur la conservation et les droits de la personne », tenue à Vancouver (Colombie-Britannique, Canada), du 5 au 8 juillet 2001.

Mise sur pied dans le cadre du Projet planète bleue du Conseil des Canadiens, cette conférence a été parrainée et appuyée par de nombreux groupes au Canada et ailleurs dans le monde, tels le Syndicat canadien de la Fonction publique, l'Internationale des services publics, International

Rivers Network, CRACE, Globalization Challenge Initiative, The Vancouver City Credit Union et le Committee for a Global Water Contract. Le Projet planète bleue a d'abord été créé dans le but de regrouper des militants de diverses régions du globe afin d'intervenir lors de la Deuxième tribune mondiale sur l'eau. Il est à noter que la conférence « De l'eau pour l'être humain et pour la nature », qui a rassemblé plus d'un millier d'experts et de militants en provenance de plus de 40 pays et offert l'interprétation simultanée en français, anglais et espagnol – alors que la Deuxième tribune mondiale sur l'eau se déroulait en anglais uniquement – a été réalisée sans la participation financière des gouvernements ou des sociétés.

Il en est résulté un réseau mondial solidaire, composé de militants populaires et d'organisations internationales décidés à protéger l'environnement et les droits de la personne, et déterminés à bâtir un réseau coordonné de communautés autonomes afin d'y parvenir. Lors de la plénière de clôture tenue le dimanche 8 juillet, les participants ont appuyé à l'unanimité une initiative visant à formuler un traité international pour protéger l'eau en tant que partie intégrale du patrimoine naturel mondial que nous partageons tous, et que l'on ne peut laisser entre les mains du secteur privé qui ne cherche qu'à le morceler et à l'éloigner des collectivités et des écosystèmes qui en dépendent. Voilà la direction à prendre : au-delà de la fausse logique du marché et de ses prophètes. Unis, nous allons bâtir un avenir où le droit de chaque être humain à un approvisionnement suffisant d'eau propre et pure est rendu possible par un environnement sain et durable.

Le Rapport définitif n'est pas un compte-rendu exhaustif des débats de la conférence « De l'eau pour l'être humain et pour la nature ». Il se veut un regard sur le phénomène international qu'est le mouvement croissant pour la protection de l'eau contre la privatisation, sur la diversité des expériences et des approches des diverses régions du monde, ainsi qu'une occasion, pour le lecteur et la lectrice, de donner son appui à cette lutte globale.

compte-rendu de la conférence



PENDANT LES QUATRE jours qu'a duré la conférence « De l'eau pour les êtres humains et pour la nature », les participants ont pris conscience de la menace qui pèse sur les êtres humains et sur l'environnement, du fait de la globalisation. Deux thèmes prédominaient : les droits de la personne et la conservation. Les perspectives diverses présentées par les conférenciers et les nombreux enjeux et courants perceptibles durant les débats se sont rejoints et recoupés, confirmant la voie dangereuse dans laquelle la planète s'engage en se fiant au marché mondial et à l'appât du gain pour solutionner la crise de l'eau dans le monde.

La conférence s'est déroulée avec, comme toile de fond, le succès obtenu dans la lutte pour empêcher la privatisation de la station de traitement d'eau dans la région de Vancouver. À peine une semaine auparavant, le mouvement populaire

de la ville, Water Watch, a remporté, en collaboration avec d'autres groupes locaux, la lutte pour empêcher la privatisation de l'eau. Water Watch est le fruit d'une initiative canadienne pour rassembler divers groupes communautaires afin de prévenir la privatisation des services d'eau.

Soirée d'ouverture

Le premier soir de la conférence, l'auditorium Chan de l'université de la Colombie-Britannique s'est rempli à capacité de gens venus entendre Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, Gabriel Herbas, de la Coordinadora de Cochabamba (Bolivie), Judy Darcy, présidente du Syndicat canadien de la Fonction publique, ainsi que Vandana Shiva. Ils ont parlé des promesses non tenues par la privatisation, des effroyables antécédents des services d'eau privés partout dans le monde, des victoires remportées,

des luttes se poursuivant dans de nombreuses collectivités, ainsi que de la nécessité d'instaurer une meilleure coordination et une plus grande solidarité dans la lutte actuelle.

Les questions posées par les membres de l'assemblée ont démontré non seulement que les personnes présentes étaient profondément engagées dans la lutte, mais également qu'elles comprenaient la nécessité d'adopter de nouvelles façon d'aborder les questions d'accès et de conservation. Au cours des deux jours suivants, nous avons approfondi les problèmes inhérents à la privatisation et avons constaté que les meilleures solutions aux problèmes de l'eau dans le monde doivent d'abord et avant tout rejeter la logique du marché qui a dicté une si grande partie des orientations adoptées jusqu'ici, et qui nous entraîne de force sur la voie désastreuse que nous suivons actuellement.

Les droits de la personne

La séance plénière de la première journée a été consacrée à la protection de l'eau en tant que droit de la personne fondamentale. Les conférenciers étaient Riccardo Petrella, secrétaire général du Committee for a Global Water Contract [comité pour un contrat mondial d'eau] et Denis Kucinich, membre du Congrès américain. Ils ont décrit l'incroyable crise à laquelle nous faisons face sur le plan humain ainsi que la menace que pose un contrôle accru de l'eau par les multinationales. Monsieur Petrella a lancé aux participants le défi de formuler un nouvel « exposé sur l'eau » s'opposant à celui proposé par les tenants de la privatisation de l'eau, désireux de voir l'eau – qui est un droit de la personne fondamentale garanti par les gouvernements – devenir un droit de la personne fondamentale géré par le marché international. Monsieur Kucinich a décrit les 10 repères d'une échelle de mesure pour un meilleur avenir. Mentionnons l'un d'entre eux : les accords commerciaux internationaux doivent garantir le droit d'accès à l'eau, et non le mettre en péril.

Kimy Pernia Domico, un militant indigène des mieux connus en Colombie, devait présenter une conférence sur le droit d'accès des indigènes partout dans le monde à leurs propres ressources, dont l'eau. Le 2 juin 2001, il a été enlevé par des gens armés et n'a pas été revu depuis. C'est Marta de la Vega, réfugiée d'Amérique centrale et militante

habitant Vancouver, qui a expliqué l'absence de Kimy à la conférence et décrit les risques sérieux que courent ceux qui défendent les droits des peuples indigènes et le danger potentiel considérable qui les guette.

Le chef Arthur Manuel, porte-parole de l'Interior Alliance de la Colombie-Britannique, a ensuite pris la parole pour décrire le refus des gouvernements au Canada et dans le monde de reconnaître les droits des peuples indigènes à leurs propres ressources et à leur auto-détermination. Les gouvernements exercent sur les peuples indigènes des pressions visant à leur faire signer des traités en vertu desquels ils abandonnent leurs droits, pour ensuite remettre leur patrimoine aux multinationales. En même temps, ces gouvernements signent des accords commerciaux internationaux qui annulent les droits inhérents de ces peuples.

La séance plénière s'est terminée par une rencontre avec un groupe d'experts du Canada et d'ailleurs dans le monde. Du Québec à l'Afrique du Sud, ces représentants ont décrit les méthodes de vente forcée utilisées non seulement par les sociétés d'eau, mais également par les organismes de financement, telle la Banque mondiale qui rend son appui financier conditionnel à la privatisation. Ils ont également examiné des structures de financement alternatives qui pourraient être adoptées afin de fournir des fonds pour les services d'eau et autres services publics fondamentaux.

La conservation

La séance plénière du deuxième jour a porté sur les dommages causés à l'environnement par le plan d'action des multinationales en ce qui a trait à l'eau. Présidée par Joah Lui, un jeune homme bien connu parmi les militants environnementaux en Colombie-Britannique. Les présentations de la matinée ont porté sur l'impact des méga-fermes, et sur les conséquences pour l'environnement et pour la société des principaux projets de barrage dans le monde. De plus, les conférenciers ont mis les participants au défi de remettre en question leurs présomptions concernant la réglementation et les politiques en matière d'environnement.



Monsieur Michal Kravcik, de Water and People [l'eau et l'être humain] a démontré comment le développement qui interfère avec le cycle naturel de l'eau est l'un des principaux responsables des changements climatiques. Debi Barker, du Forum international sur la mondialisation a traité des exigences des méga-fermes et de leur impact sur l'eau.

Nous avons eu la chance d'accueillir deux personnalités importantes dans la lutte contre les conséquences des grands barrages. Lori Pottinger, de l'International Rivers Network [réseau international des fleuves et rivières] et Liane Greef, d'Afrique du Sud, nous ont parlé des répercussions environnementales et sociales des barrages, et de leurs efforts pour influencer sur la World Commission on Dams [commission mondiale sur les barrages].

Deux importantes politiques sur l'environnement ont été abordées. La première concerne la tarification de l'eau. Jamie Linton, chercheur environnemental canadien bien connu, a examiné l'application et les limites de la tarification dans le cadre des stratégies de conservation de l'eau. Patrick Bond, d'Afrique du Sud, a présenté un exposé sur l'impact social de la tarification de l'eau, et l'application des programmes de recouvrement des coûts exigés par la Banque mondiale.

Steven Shrybman, un expert sur l'impact des accords commerciaux sur la gestion de l'environnement, a expliqué comment les accords commerciaux internationaux, tels l'Accord de libre-échange nord-américain et les accords administrés par l'Organisation mondiale du commerce, mettent en péril la capacité des gouvernements de faire adopter et appliquer des lois pour la protection de l'environnement. Les accords sur le commerce, les services et l'investissement établissent un lien entre l'investissement d'une part, et la gestion publique d'autre part, privilégiant les droits des investisseurs de faire des profits relativement aux droits des collectivités et des gouvernements de gérer les services et de protéger l'environnement.

Plénière de clôture

La plénière du dernier jour a porté sur l'engagement à prendre pour passer à l'action. Jean-Philippe Joseph, de France, a esquissé le profil des sociétés et décrit les stratégies des plus grandes multina-

tionales de l'eau dans le monde. Il a également tracé un portrait des principaux groupes de lobby dans le monde qui pressent les gouvernements, les groupes environnementaux et les organismes de développement d'adopter la privatisation comme étant la seule solution au problème de l'eau dans le monde.

Chaque atelier a ensuite présenté ses conclusions à l'assemblée. Les intervenants ont unanimement demandé aux militants de partout sur le globe de bâtir de meilleurs réseaux et de commencer à coordonner leurs efforts vis-à-vis diverses cibles et stratégies. Les rapports des ateliers suivront le présent compte-rendu.

Tony Clarke, de la Polaris Institute et co-réalisateur de « The Final Frontier » [la dernière frontière] – un rapport sur les plus importantes sociétés d'eau dans le monde – a exposé à grands traits un plan en cinq points pour faire avancer notre lutte pour les droits de la personne et la protection de l'environnement.

Et enfin, Maude Barlow, a fait la lecture d'une initiative concernant un traité international sur la protection de l'eau en tant que partie intégrante du patrimoine naturel mondial – cette partie de notre patrimoine dont le contrôle ne devrait jamais être remis entre les mains des sociétés et offert en sacrifice à leur avidité. Cette initiative a reçu l'appui unanime des participants. Un exemplaire de ce traité suit le présent compte-rendu.

La conférence s'est terminée par une prière récitée par Emily Stogan, une aînée de la bande de Musqueam, sur le territoire de laquelle se trouve l'université de la Colombie-Britannique. Madame Stogan a béni les participants et leur travail, invitant tous et chacun à emporter avec lui ou elle l'esprit de cette conférence dans son foyer et dans son travail.

Chaque personne qui a assisté à la conférence « De l'eau pour les êtres humains et pour la nature » est repartie avec de l'information et un sentiment d'appartenance à un réseau animé d'un souffle nouveau, regroupant des militants et des experts déterminés à protéger les citoyens et citoyennes de cette terre, ainsi que son environnement, du mouvement vers la privatisation et la transformation en marchandise de son cadeau le plus précieux – l'eau.

traité

concernant le partage et la protection du patrimoine naturel qu'est l'approvisionnement d'eau douce dans le monde

NOUS PROCLAMONS LES VÉRITÉS SUIVANTES COMME ÉTANT UNIVERSELLES ET INDIVISIBLES :

Que la valeur intrinsèque de l'eau douce de la Terre prime sur sa valeur utilitaire et commerciale et que, par conséquent, elle doit être respectée et préservée par toutes les institutions politiques, commerciales et sociales,

Que l'eau douce de la Terre appartient à la terre et à toutes les espèces et, par conséquent, ne doit pas être traitée comme une marchandise privée que l'on peut acheter, vendre et échanger pour un profit,

Que l'approvisionnement en eau douce du monde est un legs commun, un bien collectif et un droit de la personne fondamental et, par conséquent, une responsabilité collective,

Et,

Alors que l'on pollue, dévie et épuise l'approvisionnement global limité en eau douce, à une vitesse telle que des millions de personnes et d'espèces manquent actuellement d'eau pour leur survie et,

Alors que les gouvernements du monde n'ont pas réussi à protéger leur précieux legs d'eau douce,

Par conséquent, les nations du monde déclarent que l'approvisionnement global en eau douce est un patrimoine naturel qui doit être protégé et dont doivent prendre soin tous les peuples, toutes les collectivités et tous les gouvernements de tous les paliers, et déclarent également que l'eau douce ne doit pas être privatisée, transformée en marchandise, échangée ou exportée à des fins commerciales, et doit immédiatement être exemptée de tout accord international et bilatéral présent ou futur en matière de commerce et d'investissement.

Les parties signataires du présent traité - y compris les États et les Peuples indigènes signataires - conviennent d'administrer en fiducie l'approvisionnement en eau douce de la Terre.

Les parties signataires reconnaissent le droit souverain et la responsabilité de chaque nation et patrie de superviser les ressources en eau douce à l'intérieur de ses frontières, et de déterminer la manière dont elles seront gérées et partagées. Les gouvernements du monde entier doivent prendre des mesures immédiates afin de déclarer bien public les eaux de leur territoire, et de mettre en place des structures de réglementation vigoureuses afin de les protéger. Toutefois, étant donné que l'approvisionnement du monde en eau douce est un patrimoine naturel, il ne peut être vendu par aucune institution ou société, ni aucun gouvernement, ou individu en vue d'un gain.

Pour plus de détails sur la campagne axée sur un traité visant à protéger l'eau de notre patrimoine, voir le site de Blue Planet à l'adresse suivante: www.canadians.org/blueplanet/index.html

les peuples autochtone et l'eau

LORSQUE LE CONSEIL DES CANADIENS a organisé sa conférence « De l'eau pour l'être humain et pour la nature » à Vancouver en juillet 2001 et invité des militants du monde entier, nous avons fait en sorte que les représentants autochtones aient leur place. Ils ont été accueillis comme il se doit par les propriétaires traditionnels des terres où se déroulait la conférence.

La First Nations House of Learning, une longue maison traditionnelle se trouvant sur le campus de l'université de la Colombie-Britannique, a tenu un atelier préliminaire à l'intention des peuples autochtones et de leurs sympathisants venus de partout dans le monde. Sous le thème « Pas de libre-échange avec la propriété autochtone », cet atelier débutait à midi le jour de la cérémonie d'ouverture. Après le mot de bienvenue traditionnel du directeur de la longue maison, Richard Vedan, et le discours d'ouverture du Chef Arthur Manuel de l'Interior Alliance, les participants ont pu partager leur expérience dans la lutte pour protéger les droits des autochtones.

Tout le monde a été d'accord pour dire que si nous ne protégeons pas les droits des peuples autochtones aux terres et à l'eau, et que nous ne nous inspirons pas de leur savoir traditionnel, nous serons tous perdants. On a demandé aux représentants autochtones d'aider à rédiger une

Déclaration concernant l'eau, qui serait par la suite présentée à l'Atelier sur les peuples autochtones et l'eau. Le professeur June McCue, directrice de First Nations Legal Studies de l'université de la Colombie-Britannique, a invité le comité de rédaction à se rendre à la faculté de droit où une ébauche du texte a été préparée par ses membres, Jeannette Armstrong, de l'Enokwin Center, ainsi que Andrea Hillard, Eagle et Victoria Steere de la Native American Fish & Wildlife Society.

Le deuxième jour avait lieu l'Atelier sur les peuples autochtones et l'eau, auquel assistèrent près de 100 participants. Le débat fut précédé par un partage entre militants autochtones et représentants des peuples autochtones de toutes les régions du monde, dont Bjarne Store Jacobsen, du peuple saami, du Nord de l'Europe, James Ward, de la nation micmac de Burnt Church, Jeanne-Mance Charlish, porte-parole pour les aînés de la nation innue et sa tante Catherine, le chef Garry John, St'at'imc, et Simon Lucas, Kla-Klist-ke-is, de la nation hesquiaht, co-président de la commission côtière des pêches autochtones de la C.-B.

Leurs commentaires ont suscité un débat intéressant sur les droits des autochtones relativement à l'eau, lorsque l'ébauche de la déclaration a été présentée aux participants de l'atelier. Les aînés ont demandé que la déclaration

soit formulée de façon à refléter la manière de communiquer des peuples autochtones. Le professeur McCue s'est chargée de donner à la déclaration une tournure véritablement autochtone, y ajoutant en introduction le Chant de l'eau et formulant le texte d'une façon remarquable. Elle a lu l'admirable version définitive de la déclaration lors de la cérémonie de fermeture, qui a été adoptée à l'unanimité. La déclaration a depuis été mise en circulation un peu partout dans le monde.



déclaration des peuples autochtones à propos de l'eau

l'eau, c'est la vie : protégez l'eau maintenant !

DÉCLARATION AUTOCHTONE CONCERNANT L'EAU LE 8 JUILLET 2001, TERRITOIRE MUSQUEAM

En tant que Peuples autochtones, c'est d'une seule et même voix que nous prenons la parole dans le but de protéger l'Eau. Le Créateur nous a placés sur cette Terre, chacun sur ses terres sacrées et traditionnelles, afin de prendre soin de la création. En tant que Peuples, nous nous sommes toujours gouvernés de façon à assurer la protection et la pureté de l'Eau. C'est dans l'unité que nous voulons aujourd'hui mettre à profit nos connaissances, nos lois et notre auto-détermination afin de préserver l'Eau et la vie. Notre message est clair : protégeons l'Eau maintenant!

En tant que Peuples autochtones, nous reconnaissons, honorons et respectons l'Eau comme un cadeau sacré et une force que nous a donné le Créateur. L'Eau, premier esprit vivant de cette terre, est à l'origine de toute vie. L'Eau, puissante et pure, est le sang qui soutient la vie de tous les êtres, de toutes les terres, et de la création dans son ensemble. Nous savons qu'en prêtant l'oreille au chant de l'Eau, toute la création continuera à respirer. Nos connaissances, nos lois et nos façons de vivre nous ont montré à être responsables, en tout temps, de ce don sacré qui relie toute vie. Dans les cérémonies et dans le cours du temps, l'Eau chante. Sa chanson naît dans de minuscules ruisselets, pour se transformer en rivières et fleuves ondulants, rejoindre les majestueux océans et se changer en nuages d'orage pour revenir à la terre et reprendre son voyage sans fin. Lorsque l'Eau est menacée, c'est la vie tout entière qui est en danger. Nos cœurs sont déchirés devant les façons dont les êtres humains, par le biais des gouvernements et des entreprises multinationales, détruisent l'Eau pour satisfaire leur convoitise. Tout comme l'Eau nous a donné la vie, nous devons lutter pour la vie de l'Eau. Nous devons continuer à entendre son chant et protéger ce cadeau sacré du Créateur. Nous devons être prêts.

Nous voyons actuellement que notre Eau est polluée par les produits chimiques, les pesticides,

les égouts, les maladies et les déchets nucléaires. Nous voyons notre Eau gaspillée ou employée à la destruction par les systèmes de déviation des cours d'eau vers différentes terres, par une économie non durable, par le développement des ressources et des activités récréatives, par la transformation en énergie de quantités excessives d'eau, et par la transformation de l'eau en marchandise, en propriété qui peut être achetée, vendue et échangée dans le cadre d'économies globales et nationales. Nous voyons notre Eau gouvernée par des lois et des pratiques étrangères, coloniales et inhumaines qui créent un fossé entre les peuples et l'écosystème. Ces lois ne respectent pas l'aspect sacré de la vie et de l'Eau.

Dans tous les territoires autochtones du monde, nous voyons l'Eau douce devenir de plus en plus rare, et l'accès de plus en plus restreint pour



nous-mêmes et pour les autres formes de vie, tels la terre, les forêts, les animaux, les plantes, la vie marine et l'air. En ces temps de pénurie, nous voyons les gouvernements créer des intérêts commerciaux à même l'Eau, intérêts qui mènent à une distribution inéquitable et restreignent l'accès à la source de vie qu'est l'Eau.

Lorsque l'Eau est traitée sans respect, mal gérée et mal utilisée, c'est toute la création qui en souffre. Nous savons que l'on nie, bafoue et viole notre droit à l'autodétermination, notre juridiction,



notre savoir et nos lois visant à protéger l'Eau. Nous entendons le triste et douloureux chant de l'Eau, de la terre et de nos Peuples. Nous entendons l'Eau demander qu'on la protège maintenant.

En tant que Peuples autochtones, nous exprimons notre pouvoir de protéger l'Eau et nous demandons à toutes les personnes touchées d'ouvrir leur esprit et leur cœur, entendre notre chant de protection, notre message, et appuyer notre demande concernant les mesures suivantes :

Nous reconnaissons que l'Eau est un cadeau sacré du Créateur qui est à l'origine de toute vie sur cette terre, qui l'entretient et la nourrit. Nous reconnaissons le besoin de partager notre compréhension du caractère sacré de l'Eau et de son rôle essentiel dans la survie de toute forme de vie sur terre.

Nous reconnaissons qu'en tant qu'intendants des terres et de l'Eau, et en tant que Peuples souverains qui ne vendront ni n'échangeront jamais leur droit à l'Eau, nous, Peuples autochtones, conservons la responsabilité et le droit inhérents de protéger l'eau.

Nous reconnaissons que notre savoir et nos pratiques durables sont des liens essentiels pour la protection de l'Eau. Nous reconnaissons les gouvernements autochtones et leurs juridictions pour l'élaboration de lois et de traités visant à protéger l'Eau.

Nous appuyons l'adoption de systèmes juridiques autochtones en ce sens. Dans le but de conserver notre lien avec l'Eau, nous devons avoir le droit

de prendre les décisions concernant l'Eau à tous les paliers.

Nous avons décidé de communiquer et d'exprimer notre pouvoir et notre intérêt commun dans la protection de l'Eau et de la vie, par le biais de la création d'alliances et de réseaux dans le monde entier.

Nous appuyons tous les Peuples autochtones et tous les mouvements populaires qui s'organisent pour protéger l'Eau selon leur savoir et leurs lois ancestrales, et qui respectent le rôle des anciens, des femmes et des jeunes autochtones dans la protection de l'Eau.

Nous demandons la création d'un organisme international de supervision qui aurait pour tâche de suivre de près tout commerce de l'Eau en rapport avec les Peuples autochtones.

Nous avons décidé d'employer et de développer des mécanismes autochtones nationaux et internationaux afin de tenir les entreprises, les gouvernements nationaux et les institutions financières internationales, tels la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, responsables de leurs actes qui menacent la pureté de l'Eau, nos terres et nos peuples. Des systèmes de restauration et de compensation doivent être adoptés afin de redonner leur pureté à l'eau et aux écosystèmes. Nous cherchons l'appui et la solidarité dans l'opposition à tout accord de libre-échange cherchant à privatiser l'Eau et à échanger l'Eau comme une marchandise, y compris l'Accord de libre-échange nord-américain ainsi que l'accord proposé sur la Zone de libre-échange des Amériques.

Nous appuyons les déclarations et traités incorporant les buts susmentionnés, tels la Déclaration de Cochabamba et le Traité préparé à l'initiative du Conseil des Canadiens, qui représentent des efforts sincères de la part de citoyens, de communautés et de regroupements populaires concernés, pour protéger l'Eau.

En ce 8 juillet 2001, la communauté internationale et les Peuples autochtones assemblés lors du Congrès international sur l'eau pour les peuples et pour la nature, organisé par le Conseil des Canadiens, appuie la Déclaration autochtone concernant l'Eau.

les ateliers

les jeunes s'organisent pour changer les choses

RASSEMBLER LES JEUNES pour leur permettre de travailler ensemble pour redonner sa santé à la planète, c'est leur donner voix au chapitre, et leur permettre de remettre en question les structures actuelles, exercer des pressions auprès des décideurs, et sensibiliser le grand public. Nous voulons savoir ce que pensent les jeunes, ce qui les préoccupe, et de quelle manière ils réagissent face à ces problèmes dans leur collectivité. Cette conférence leur a donné l'occasion d'établir le contact avec toute une gamme d'experts, d'universitaires et de militants, dans le cadre de leur recherche pour trouver des solutions écologiques à la crise de l'eau qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Les organisateurs de la conférence De l'eau pour les êtres humains et pour la nature étaient déterminés à permettre une participation active des jeunes militants en provenance de toutes les régions du monde qui travaillent de près ou de loin à trouver une solution aux problèmes liés à l'eau. Au cours des quatre jours qu'a duré la conférence, 200 jeunes de la Colombie-Britannique, du reste du Canada et d'ailleurs dans le monde ont assisté à l'événement, représentant plus de 25 organisations différentes. Également présents se trouvaient des jeunes du Costa Rica, d'El Salvador et de la Bolivie.

Parmi les participants se trouvaient aussi bien des experts sur la question de l'eau, que des gens y portant un intérêt hésitant. Pour un grand nombre, les questions touchant l'eau douce se prêtent bien à une collaboration intéressante entre l'activisme écologique et l'activisme anti-globalisation.

Plusieurs sessions ont eu lieu durant la fin de semaine sous la conduite de jeunes militants de la région de Vancouver. Ces sessions fournissaient aux jeunes désireux d'échanger sur les ateliers et les événements de la journée un lieu pour ce faire. Le vendredi soir, nous avons organisé un caucus de jeunes dans le but de créer chez ces derniers un sentiment d'appartenance à la collectivité mondiale de ceux qui cherchent des solutions aux problèmes de l'eau, et d'établir des liens suffisamment solides pour que les gens communiquent entre eux une fois la conférence terminée. La soirée comportait

un souper, une présentation multimédias conçue par les jeunes, la présentation des personnes qui assistaient, ainsi qu'un échange quant aux raisons de notre participation à la conférence et au travail de chacun relativement à celle-ci. Le samedi, jeunes et moins jeunes se sont retrouvés dans un atelier intitulé « une mer de changements ». Cela a permis aux différents groupes d'établir des stratégies d'action communes et de sceller la solidarité. Une installation par de jeunes artistes agrémentait également la conférence.

L'événement de quatre jours s'est terminé par un rassemblement au centre-ville de Vancouver. Pour ceux qui assistaient à la conférence, ce n'était là qu'une étape de plus dans leur participation active. Des étudiants du secondaire ont lancé dans leurs écoles des clubs de discussion sur les questions mondiales. À Nelson, des jeunes ont organisé des kiosques d'information dans les raves et les événements communautaires, et certains ont préparé des ateliers sur l'eau et la durabilité pouvant être intégrés dans des conférences diverses. L'un des participants est reparti avec un regain d'énergie et de détermination à lutter contre le barrage de Boruca, au Costa Rica. Grâce aux contacts établis durant la conférence, de l'information sur la façon de joindre les jeunes a pu être distribuée par le biais de l'organisation Check Your Head (Colombie-Britannique) et s'avère déjà être un outil important pour une communication et une action efficaces.

De bien des façons, la conférence a été un succès, puisqu'elle a permis aux jeunes d'être là. Il reste encore des défis à surmonter toutefois, pour que les jeunes soient réellement entendus et, à ce sujet, nous avons tiré des leçons de l'événement. Pour intégrer des activités impliquant la participation de gens de tous âges, une participation réelle est nécessaire à toutes les étapes de la planification et du développement d'un événement, de la documentation et des programmes. Il ne suffit pas de consulter les jeunes; ils doivent participer au processus lui-même et prendre leur part de décisions. Un grand pouvoir d'action peut être développé entre les générations grâce à la collaboration dans le respect et la volonté de coopérer.

la lutte contre la privatisation

LES PARTICIPANTS AUX ATELIERS du SCFP et de l'ISP se sont fait remarquer lorsqu'ils ont fait leur rapport en assemblée plénière le dimanche. Portant des pancartes avec des slogans et demandes diverses rédigés en trois langues, ils ont défilé autour de la grande salle et sur la scène en scandant « Unite, to fight, public water is our right! » [ensemble, luttons – l'eau publique, c'est notre droit].

La manifestation simulée a enthousiasmé l'assemblée et tout le monde s'est levé pour les acclamer et scander avec eux, reflétant l'esprit même de la conférence – l'eau est une responsabilité publique et ne peut devenir une marchandise.

Les pancartes résumaient bien les principaux messages résultant de l'atelier de deux jours ? co-parrainé par le Syndicat canadien de la Fonction publique et l'Internationale des services publics.

Mentionnons, parmi les messages retenus, la nécessité de prendre les mesures suivantes :

- Renouveler et augmenter l'investissement dans les réseaux d'alimentation en eau, afin de remplacer l'infrastructure à mesure qu'elle vieillit.
- Mettre un terme aux partenariats publics-privés et autres formes de privatisation.
- Mettre un terme aux pressions des gouvernements et des institutions financières internationales qui encouragent la privatisation.
- Adopter des normes de qualité rigoureuses et une réglementation énergétique, étayés par des mesures d'exécution efficaces.
- Établir des réseaux d'alimentation en eau qui assurent l'accès à tous et chacun.
- Mettre les ressources en eau et les services connexes à l'abri des opérations commerciales.
- Reconnaître l'eau comme un droit de la personne fondamentale, et non comme une marchandise.

Le message transmis par les participants était clair et a été repris durant la plénière : la gestion publique de l'eau est de loin préférable, non seulement pour le Canada, mais pour les réseaux d'alimentation en eau de tout le globe.

La première journée avait pour thème : « La lutte contre la privatisation ». Un groupe d'experts a d'abord examiné la menace que constitue la privatisation, ainsi que la façon dont les syndicats luttent contre celle-ci. La situation au Canada a été décrite dans deux présentations du SCFP – l'une offrant une vue d'ensemble, et l'autre portant sur la

victoire remportée dans la lutte contre la privatisation de l'usine de filtration de Seymour. Des représentants du syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU) et des travailleurs de l'eau du Brésil ont offert une perspective internationale de la situation. Répartis en petits groupes, les participants ont ensuite considéré différentes façons d'identifier et de contrer les corsaires de la privatisation; les conséquences de la privatisation pour les travailleurs, l'environnement et les collectivités; ainsi que le rôle des accords commerciaux internationaux.

Le thème de la seconde journée était : « raffermir les réseaux publics d'alimentation en eau », avec la participation d'un groupe d'experts qui se sont penchés sur la vision des travailleurs pour bâtir, renouveler et élargir les réseaux d'alimentation publics qui fonctionnent bien. David Boys, de l'ISP, a traité des défis et solutions sur le plan international, décrits dans un nouveau document de l'ISP distribué durant la conférence. Morna Ballantyne, du SCFP, a décrit les besoins particuliers au contexte canadien. Gabriel Herbas, représentant la Coordinadora de Cochabamba (Bolivie), a décrit la situation que vivent les résidents de la ville maintenant que l'eau relève de nouveau de la gestion publique. Jim Gladwin, du groupe Water Pressure de la Nouvelle-Zélande, a exposé la lutte contre la commercialisation des services d'eau, et les difficultés inhérentes à l'utilisation d'un ticket modérateur (y compris la façon de rebrancher l'eau lorsque la compagnie interrompt le service). Et enfin, le travailleur de l'eau hondurien, Francisco Menjivar Suarez, a fait état des leçons que son syndicat a tirées de sa lutte la plus récente contre la privatisation.

Une chose était claire pour les participants de cet atelier : la privatisation de l'eau n'est pas inévitable – ce n'est en fait qu'un rêve chimérique de la part des plus grandes multinationales du globe. Il existe des alternatives publiques qui auront pour effet de favoriser la consolidation et l'expansion des réseaux d'alimentation en eau, afin que tous et chacun y aient accès et jouissent ainsi de ce droit de la personne vital.

comment soutenir une lutte mondiale



Parmi les principaux thèmes de la conférence « De l'eau pour les êtres humains et pour la nature » figurait la nécessité de donner une forme officielle à un réseau mondial regroupant les militants déterminés à stopper la privatisation et la commodification de notre eau. Comme la conférence devait attirer des militants de plus de 40 pays, c'était une excellente occasion de nouer de nouveaux liens, de faire progresser les anciens et de mettre à profit les leçons tirées des luttes qui sont menées actuellement un peu partout dans le monde.

L'atelier a débuté par les présentations d'un groupe d'experts composé de Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, Tony Clarke, de Polaris Institute, Antonia Juhasz, du Forum international sur la mondialisation, ainsi que Jim Gladwin et Penny Bright, du groupe Water Pressure de la Nouvelle-Zélande. Chacun a présenté son point de vue sur les grandes questions touchant la privatisation de l'eau. Ils ont décrit les grandes lignes du plan d'action des entreprises, qui est la force derrière la privatisation. Ils ont également expliqué de quelle manière ce plan est codifié et appliqué par le biais des accords commerciaux internationaux, ainsi que la façon dont les mouvements populaires s'organisent pour lutter dans leur collectivité. Penny Bright a montré comment rebrancher l'eau lorsque la compagnie de l'eau interrompt le service. C'est

là un exemple de l'action directe qu'entreprennent les groupes communautaires dans la lutte mondiale.

Suite à la rencontre avec les experts, les participants se sont répartis en groupes de travail pour examiner les éléments-clés à la source de la privatisation dans leur collectivité, et établir un plan de lutte. Les groupes ont conclu que l'on ne doit pas se limiter à la formation de coalitions locales, mais bien inclure les réseaux régionaux, nationaux et internationaux. Le partage de l'information sur la privatisation et sur les antécédents et tactiques des multinationales de l'eau est certes l'un des avantages principaux de cette collaboration. On a également mentionné la nécessité de créer un réseau international afin de disséminer l'information et de faciliter les liens entre les groupes oeuvrant dans le même sens.

Le débat sur l'exportation massive de l'eau offre également une occasion d'établir des liens internationaux. Divers groupes nord-américains voient les projets de transport massif d'eau vers des destinations dictées par les marchés comme un symptôme d'une négligence de longue durée vis-à-vis l'environnement. Les gouvernements sont déterminés à traiter l'eau comme une simple marchandise. Il ne peut qu'en résulter une dévastation accrue. L'exportation de l'eau doit être stoppée.

le pouvoir de l'eau



LES GROS BARRAGES SONT des stratagèmes de « développement » destructeurs, antiéconomiques et non équitables. Les barrages ont déplacé de force plus de 60 millions de personnes et laissé les fleuves et rivières du monde dans un état moribond. Ils ont également suscité la création d'un mouvement populaire étonnamment efficace partout dans le monde, ce qui contribue à provoquer un changement de cap dans ce paradigme. Dans le cadre de l'atelier portant sur la lutte contre les grands barrages, des militants de l'Afrique, des États-Unis et d'ailleurs ont examiné les principaux enjeux auxquels doit faire face aujourd'hui le mouvement populaire international contre les barrages, de même que les stratégies ayant porté fruit dans la lutte contre les barrages.

Sous l'animation de Liane Greeff, de l'Environmental Monitoring Group [groupe de surveillance environnementale] d'Afrique du Sud, et Ryan Hoover et Lori Pottinger de l'International Rivers Network [réseau international des fleuves et des rivières], l'atelier a débuté par la projection du film « Large Dams, False Promises » [gros barrages, promesses vides]. Le film a été suivi d'une série d'entretiens informels où les militants ont décrit leur expérience dans les campagnes de lutte contre les barrages. Les présentations ont porté sur le rôle des banques multilatérales de développement et du secteur privé dans la promotion de cette technologie de

l'âge des cavernes. L'on a également examiné les résultats d'une étude de deux ans parrainée par la Commission mondiale des barrages (CMB), ainsi que différentes études de cas touchant l'Ouganda, la Chine, l'Afrique du Sud et le Mozambique.

L'étude de deux ans récemment rendue publique par la Commission mondiale des barrages a fait l'objet d'échanges approfondis. L'on a également montré comment elle peut servir de modèle pour tous les projets de développement. Les conclusions du rapport sont le résultat d'une lutte âprement menée par les militants. Les participants ont appris comment faire le meilleur usage possible de la Commission mondiale des barrages comme outil dans le cadre de leurs campagnes.

Parmi les conclusions de l'atelier présentées lors de la plénière, l'on a précisé combien les Canadiens et Canadiennes présents désiraient adopter une position plus énergique dans la lutte contre les barrages, et exhorter le gouvernement à adopter les lignes directrices de la CMB. L'on a également souligné que les groupes travaillant sur différentes questions touchant l'eau doivent établir des réseaux et coopérer afin d'augmenter leur efficacité. Ils doivent également envisager d'intégrer à leurs campagnes une vaste gamme de stratégies combinant mobilisation de la population et lobby auprès des gouvernements et des organismes de financement, telle la Banque mondiale.

la banque mondiale et la privatisation de l'eau : des luttes un peu partout dans le monde

LE GLOBALIZATION CHALLENGE INITIATIVE a tenu cet atelier afin d'examiner comment les institutions financières multilatérales, telle la Banque mondiale, imposent la privatisation de l'eau par le biais du financement accordé à des projets de soi-disant développement.

Durant l'atelier, plusieurs groupes d'experts ont examiné l'impact des politiques de la Banque mondiale. Le groupe d'experts latino-américains, représentant l'Équateur, l'Uruguay, le Nicaragua et El Salvador, a étudié la promotion de la privatisation de l'eau par le biais des politiques d'ajustement structurels du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, sachant que ces ajustements ont exigé des années de réductions des dépenses gouvernementales, et entraîné la détérioration des services publics. Le paiement de la dette aux créanciers externes passaient avant les services les plus fondamentaux, tels l'eau, la santé et l'éducation.

Le groupe d'experts africains comptait des représentants de Ghana, de la Tanzanie et du Mozambique. Ils ont traité des tactiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Au Ghana, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international exigent un recouvrement des coûts croissant (des frais d'utilisation de plus en plus élevés pour l'eau) en tant que condition préalable à la privatisation – pour rendre l'investissement plus lucratif pour le secteur privé. En Mozambique, l'eau a été privatisée il y a environ un an et déjà, on dénote un certain mécontentement à Maputu, car les frais augmentent et le service diminue en qualité, se caractérisant par une augmentation du nombre de débranchements.

L'auditoire a été très touché par les présentations et a examiné les diverses stratégies et mesures qui pourraient être adoptées.

La lutte contre les fermes industrielles

Le Global Resource Action Centre for the Environment (GRACE) a animé cet atelier et fait venir à Vancouver les militantes canadiennes, Lisa Bechtold et Carole Hougen, pour informer les participants



de cette menace grandissante. Reprenant une présentation qu'elles ont faite dans plusieurs collectivités, elles ont souligné l'impact des fermes industrielles sur les collectivités. Elles ont décrit la menace qu'elles constituent pour la valeur des propriétés, les animaux qui y sont élevés, l'économie locale, les autres fermes avoisinantes, la santé publique et l'eau en particulier.

David Brubaker, du projet Spira/GRACE aux États-Unis, a fait état de l'impact de l'élevage intensif du bétail sur les nappes souterraines. Les fermes industrielles imposent un stress considérable sur l'eau locale en soutirant des quantités d'eau énormes pour les besoins des milliers d'animaux qu'elles élèvent. L'eau est également menacée par les fuites et les débordements des fosses à purin, et par la surutilisation de ces déchets comme fertilisant. Les fermes industrielles menacent l'eau partout dans le monde.

programme final

de l'eau pour les gens et la nature

Jeudi, le 5 juillet 2001

Arrivée et inscription tout au long de la journée

De 13h à 18h

Atelier autochtone sur les droits et les ressources
First Nations House of Learning, U.B.C.
Entrée libre

De 19h à 22h

Cérémonie d'inauguration: de l'eau pour les gens et la nature : un forum sur la conservation et les droits de la personne:
Chan Centre for the Performing Arts

Maître de cérémonie

Lindsay Poaps:
Check Your Head

Conférenciers :

Maude Barlow
Présidente nationale du secteur volontaire,
Le Conseil des Canadiens
Judy Darcy
Présidente,
Syndicat canadien de la fonction publique
Gabriel Herbas
La Coordinadora,
Cochabamba (Bolivie)
Dr. Vandana Shiva
Fondation de recherche pour la science,
la technologie et l'écologie



Vendredi, le 6 juillet 2001

Première séance plénière : de l'eau pour les gens

Chan Centre
Président: Trevor Ngwane

De 9h à 9h15

Jamie Dunn

Mot de bienvenue et présentation du président

De 9h15 à 9h30

Commentaires liminaires du président et présentation du groupe d'experts
Groupe d'experts

De 9h30 à 10h

L'eau en tant que droit de la personne
Riccardo Petrella
Secrétaire général, The Global Water Contract

De 10h à 10h30

Les droits ancestraux à l'eau
Kimy Pernia Domico
Porte-parole, Embera Katio, (Colombie)

De 10h30 à 11h

Dennis Kucinich
Député du Congrès des États-Unis
Groupe d'experts

De 11h à 11h20

Ce qui ne va pas avec les politiques de la Banque mondiale à l'égard de l'eau et de l'épuration des eaux
Sara Grusky
Globalization Challenge Initiative

De 11h20 à 11h40

Une autre option
Robin Round
Initiative de Halifax
Groupe d'experts
S'organiser pour la lutte

11:40am – 12:30pm

Lance Veotte
Syndicat des travailleurs municipaux de
l'Afrique du Sud
Louise Vandelac
Eau Secours
Québec (Canada)

De 12h30 à 14h

Déjeuner

De 14h à 17 h

Ateliers

**La Banque mondiale et la
privatisation de l'eau: luttes
menées dans le monde entier**

**Animé par : Globalization
Challenge Initiative**

Pièce Buchanan A-106

Les peuples autochtones et l'eau

**Animé par: The Interior Alliance
of British Columbia**

Pièce Telus

Se brancher à la lutte mondiale

Animé par: le Conseil des Canadiens

Chan Centre

La lutte contre la privatisation

**Animé par: le Syndicat canadien
de la fonction publique et par
Public Services International**

Pièce Curtis Law L-101/102/201

De 17h à 23h30

Caucus de la jeunesse

Telus Centre

18h

Caucus des É.-U.

Pièce Curtis Law L-178

Samedi, le 7 juillet 2001

Deuxième séance plénière :

De l'eau pour la nature

Chan Centre

Président : Joah Lui

De 9h à 9h15

**Présentation du président
et remarques liminaires**

Conférenciers

De 9h15 à 10h

Sauver le cycle hydrographique

Michal Kravcik

Les gens et l'eau, République tchèque

De 10h à 10h45

Les accords de libre échange et l'eau

Steven Shrybman

Sack, Goldblat, Mitchell

De 10h45 à 11h15

L'eau et l'agriculture

Debi Barker

Forum international sur la mondialisation

De 11h15 à 11h45

**Valoriser l'eau comme bien plus
qu'une marchandise sur laquelle
on peut coller un prix**

Patrick Bond

Afrique du Sud

Jamie Linton

Canada

De 11h45 à 12h30

**Au diable les barrages...on n'en veut pas
dans les parages!**

Lori Pottinger

International Rivers Network

Liane Greeff

Afrique du Sud

De 12h30 à 14h

Déjeuner

De 14h à 17h

Ateliers

L'eau:une question de pouvoir

Animé par: International Rivers Network
Chan Centre

La lutte contre les fermes industrielles

Animé par: Global Resource Action Center for the Environment
Pièce Buchanan A-106

Une stratégie internationale pour mettre fin à l'exportation de l'eau libre

Animé par: le Conseil des Canadiens
Pièce Telus

La lutte contre la privatisation

Animé par: le Syndicat canadien de la fonction publique et par Public Services International
Pièce Curtis Law L-101/102/201

20h

Le Grand Plouf

Salle de bal du centre des étudiants gradués (Ballroom Graduate Centre)



Dimanche, le 8 juillet 2001

Troisième séance plénière :

C'est le moment d'agir

Chan Centre
Présidente: Maude Barlow

De 9h à 9h20

Introduction et remarques liminaires aux soins de la présidente

De 9h30 à 10h

Qui veut donc de l'eau privatisée?

Jean-Philippe Joseph
France

De 10h à 10h20

Messages des ateliers : Messages clés de 2 minutes de chacun des ateliers

De 10h25 à 11h

Se lancer dans la lutte et se frayer un chemin jusqu'en haut

Tony Clarke
Institut Polaris

De 11h30 à 12h

Clérémonie de clôture

De 12h à 13h30

Déjeuner

De 13h30 à 17h

Réunion sur la Stratégie canadienne pour l'eau

Pièce Buchanan A-106

ressources

Pour plus d'information sur les détails, veuillez contacter le Projet planète bleue par courriel à l'adresse suivante : blueplanet@canadians.org ou encore visiter notre site à www.canadians.org/blueplanet/index2.html

Nom de l'organisation	Ville, Province/État, Pays	Courriel, Page web
The Water Pressure Group	Auckland, New Zealand	greenleaf@pl.net http://www.water-pressure-group.org.nz
Global Resource Action Center for the Environment (GRACE)	New York, NY, USA	grace@gracelinks.org http://www.gracelinks.org
Halifax Initiative, The	Ottawa, ON, Canada	info@halifaxinitiative.org http://www.halifaxinitiative.org
Globalization Challenge Initiative	Tokoma Park, Maryland, USA	global.challenge@juno.com http://www.challengeglobalization.org/
Check Your Head	Vancouver, BC, Canada	info@checkyourhead.org http://www.checkyourhead.org
The Canadian Union of Public Employees (CUPE)	Ottawa, ON, Canada	http://www.cupe.ca/
Fobomade / Coordinadora	La Paz, Bolivia	fobomade@mail.megalink.com http://www.megalink.com/fobomade
The Council of Canadians	Ottawa, ON, Canada	blueplanet@canadians.org http://www.canadians.org/blueplanet/index2.html
VivendiWatch	France	http://listes.rezo.net/mailman/listinfo/vivendiwatch
Polaris Institute	Ottawa, ON, Canada	polarisinstitute@on.aibn.com http://www.polarisinstitute.org
South African Municipal Workers Union - SAMWU Head Office	Athlone, South Africa	infotech@samwu.org.za http://www.cosatu.org.za/samwu/
Committee for a Global Water Contract	Brussels, Belgium	anne.dufour@cec.eu.int http://www.f1boat.com/99/watermanifesto.html
People and Water	Kosice, Slovak Republic	info@changenet.sk http://www.changenet.sk
Eau Secours	Montreal, QB, Canada	webmaster@eausecours.org http://www.eausecours.org/
Environmental Monitoring Group	Wynberg, Cape Town, South Africa	emg@global.co.za http://www.botany.uwc.ac.za/inforeep/emg.htm
International Rivers Network	Berkeley, California, USA	info@irn.org http://www.irn.org
Research Foundation for Science, Technology and Ecology	New Delhi, India	http://www.vshiva.net
International Forum on Globalization	San Francisco, CA, USA	ifg@ifg.org http://www.ifg.org
Sierra Club of Canada	Ottawa, ON, Canada	sierra@web.ca http://www.sierraclub.ca/
Interior Alliance	BC, Canada	http://www.puebloindio.org/ONU_info/info2000/GTPI2000_INTERIOR.htm
World Commission on Dams	Vlaeberg, Cape Town, South Africa	http://www.dams.org/
Public Services International	Ferney-Voltaire Cedex, France	webmaster@world-psi.org http://www.world-psi.org/
Public Services International Research Unit	Greenwich, London	psiru@psiru.org http://www.psiu.org/
Public Citizen	Washington, D.C., USA	member@citizen.org http://www.citizen.org/

The
Council
of Canadians



Le
Conseil
des Canadiens

www.canadians.org 1-800-387-7177

